

Lacroisille, le 30 mars 2009

Mercredi 25 mars, un "repaire" de l'émission France Inter "Là-bas si j'y suis" se tenait à Castres, au Kiwi bar, avec pour sujet l'autoroute Castres - Toulouse NORD EST.

Trois représentants du collectif RN126 étaient présents. Etait présent aussi un défenseur du projet, acteur local participant au conseil de développement du Pays d'Autan. Cet échange cordial et fructueux nous a permis de confronter nos divergences quant aux solutions pour améliorer les communications entre le bassin castrais et la métropole régionale mais aussi de nous rejoindre sur certains constats.

Notre interlocuteur défenseur de l'autoroute semble s'accrocher à ce projet mais sans véritable fondement. Il parle de développement, d'emplois et donc de la nécessité d'améliorer l'axe de communication entre la métropole et Castres, mais reste très incertain sur les retombées possibles que générerait une autoroute. Il **reconnait que l'autoroute est un pari, un jeu de loterie**. Seule raison évoquée, les cadres, scientifiques, etc ... de Toulouse qui ne veulent pas venir sur Castres, sans pouvoir dire comment l'autoroute pourrait les attirer sur Castres. Derrière le discours, nous discernons un malaise face à la volonté de quelques grands patrons locaux qui détiennent un monopole sur le bassin d'emplois local. Sans eux, pas d'emplois. Ces entrepreneurs veulent l'autoroute, et s'il n'y a pas l'autoroute, la menace sur l'emploi reste leur plus bel argument ! **L'autoroute a toujours été présentée comme la seule solution à la population locale et aux syndicats, soit disant** parce qu'il n'y en avait pas d'autre. Certains élus de gauche, s'y sont faits prendre aussi. Etre contre l'autoroute à Castres, c'est politiquement incorrect, et, surtout, c'est dangereux électoralement.

Notre interlocuteur évoque même le coût du péage estimé, selon ses dires, à 5 euros l'aller, une somme coquette que les syndicats ont eu du mal à avaler. Il a pourtant toujours été dit qu'aucune estimation de coût de péage n'avait été faite ! La Direction Régionale de l'Équipement a-t-elle encore sous-estimé ces coûts pour étouffer l'inquiétude des syndicats ?

Quand nous évoquons le risque majeur d'un étalement urbain anarchique dans les territoires traversés et la disparition inutile de terres agricoles, peu d'inquiétudes encore une fois de la part de notre interlocuteur. Il évoque une agriculture qui produit mais exporte la plus grande partie de sa production. Il n'empêche, **cette économie demeure la première de la région Sud Tarn et ne peut être dépréciée car elle reste une des rares économies pérennes**. L'homme aura toujours besoin de se nourrir ! Quand le problème du réchauffement climatique est abordé, il se justifie d'y réfléchir avec ses partenaires du conseil de développement mais sans réelle proposition avancée.

Les convictions syndicalistes (intérêt général, défense de l'emploi) de cet acteur local ont du mal à faire cohabiter les problématiques environnementales et l'autoroute. En oubliant à tort l'économie agricole et les difficultés du monde rural, seul le bassin industriel et urbain semble mériter toutes ses attentions. L'intérêt très privé d'une région supplante l'intérêt collectif !

La question « et si l'autoroute ne se fait pas ? » est vite éludée ... « on verra plus tard ». Pourtant sans solutions alternatives, comment prétendre que la première des volontés est d'apporter un second souffle à ce bassin d'emplois ? Est-ce un développement économique que souhaite le Pays d'Autan ou juste une autoroute ?

Collectif RN126